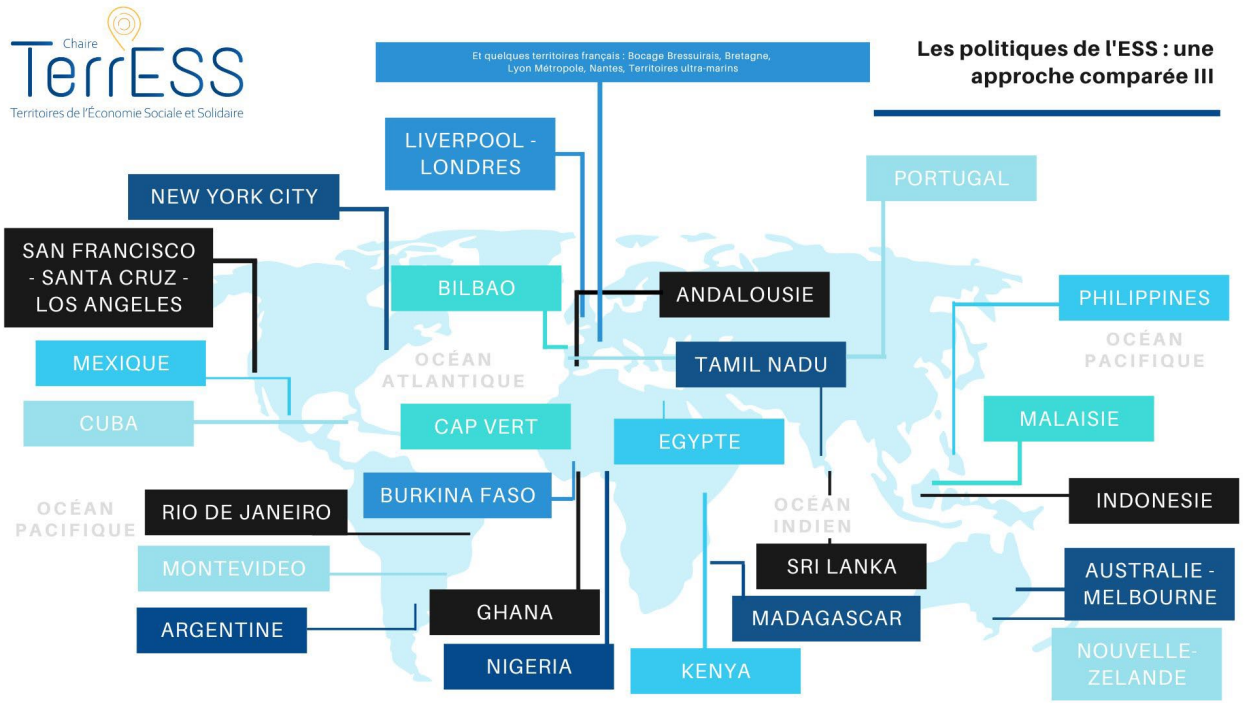
INTERNATIONAL

Les politiques de l'ESS : une approche comparée

Ces synthèses ont été rédigées dans le cadre d'un exercice pédagogique réalisé au sein du cours « Les politiques d'ESS : une approche comparée » de Sciences Po Bordeaux en 3ème année en 2025 en partenariat avec le GSEF.



Cap Vert

Par Amélie MAZEL, Lucie BERLAND, Anna ETCHEVERRY, Flavie KUGELMANN et Mélina PIQUEMAL

Le Cap-Vert est un archipel situé dans l'océan Atlantique, au large du Sénégal et de la Mauritanie. Sous la domination portugaise depuis 1462, le Cap Vert a obtenu son indépendance en 1975 après une lutte portée par le Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap Vert (PAIGC). En 1975, le Secrétaire d'Etat américain avait déclaré le pays « non-viable ». En effet, le Cap Vert faisait et fait encore face à de nombreux problèmes publics. Sa géographie insulaire est la cause d'inégalités de développement et d'accès aux services publics entre les différentes îles. Sur les 580.000 habitants, plus de la moitié réside sur l'île de Santiago et notamment à Praia, la capitale. De plus, le territoire, pauvre en ressources naturelles, est en proie à un climat sec avec de très faibles précipitations. L'économie capverdienne largement construite autour du tourisme et des importations est très sensible aux chocs exogènes, comme l'a montré la crise du Covid-19 qui a provoqué une baisse de 19.3% du PIB[2]. Enfin, le Cap Vert se distingue par une diaspora qui contribue à 18 % du PIB via des transferts financiers, mais entraîne une fuite de capital humain.

Longtemps qualifié de Pays Moins Avancé, le Cap Vert a pourtant obtenu en 2008 le statut de Pays à Revenu Intermédiaire par l'ONU[3]. Souvent présenté comme un modèle de développement pour l'Afrique, le Cap Vert a su affronter ses faiblesses en mettant en place des politiques économiques et sociales concrètes. Il fait aujourd'hui partie des rares pays africains à avoir adopté une législation cadre sur l'ESS.

Une institutionnalisation progressive de l'ESS

Avant l'indépendance, on observait déjà au Cap-Vert des pratiques informelles d'ESS comme des réseaux d'entraide familiale et communautaire appelés "Djunta-Mon" qui ont ensuite abouti à la création des premières mutuelles sociales en 1932 puis des coopératives en 1933.

Après l'indépendance et jusqu'aux années 90, le régime de parti unique initie des politiques d'ESS dans un objectif de « nation-building », par la mobilisation collective et la représentation de chaque île. On observe tout d'abord une législation des coopératives par le Décret-Loi n°80-79, puis une meilleure reconnaissance par la création d'institutions comme l'Institut National des Coopératives ou le Fond de Soutien aux Coopératives financé directement par l'Etat. A partir des années 90, le Cap-Vert est à l'origine d'une réelle institutionnalisation de l'ESS avec notamment la mention des associations à but non lucratif dans la révision constitutionnelle de 1992. Cette époque-là marque le passage d'un pragmatisme d'Etat à une économie libérale qui s'est étendue jusqu'aux acteurs de l'ESS. Les coopératives perdent leur statut particulier et sont désormais assimilées aux associations commerciales[4]. On observe également

[2] *Direction Générale du Trésor, Indicateurs et conjoncture - Cap vert https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CV/indicateurs-et-conjoncture*

[3] *Cap Vert : un modèle de réussite, Banque Africaine de Développement, Fonds Africain de développement, Novembre 2012*

[4] *Constituição da República de Cabo Verde, aprovada em 1980, revista em 1992, Artigo 77.*

un essor d'associations communautaires pour l'inclusion sociale : 95% des associations enregistrées aujourd'hui ont vu le jour entre 1990 et 2015[5].

Malgré cet essor de l'ESS, le pays a encore de nombreux défis à affronter dans le secteur comme le manque d'espace de dialogue qui empêche la coordination des différentes organisations. De plus, l'Etat doit approfondir sa réglementation tout en augmentant les financements publics alloués à l'ESS.

I. Panorama d'un environnement incitatif pour l'ESS

a) Le cadre institutionnel de l'ESS: les fondements juridico-politique

Le cadre institutionnel de l'ESS au Cap-Vert s'articule autour d'un socle juridique cohérent et d'un engagement politique croissant de l'Etat. Sur le plan juridico-légal, l'ESS est introduite et guidée par un ensemble de lois et de normes spécifiques structurant les bases légales, les principes et le fonctionnement des organisations de l'ESS. Parmi ces textes, la loi n°25/VI de 2003 constitue une première définition du régime juridique des associations à but non lucratif. Elle est complétée par le décret-loi n° 59 de 2005 qui précise le régime juridique général des personnes morales d'utilité publique ainsi que par la Loi nº 69/VII de 2010, qui distingue trois catégories d'organisations de la société civile à but non lucratif distinctes. Plusieurs autres lois ont été adoptées, dont la plus déterminante reste la loi-cadre de l'ESS de 2016[6], véritable pilier législatif consolidant les avancées précédentes et ouvrant la voie à la structuration de l'Économie Sociale et Solidaire en tant que secteur spécifique de l'économie cap-verdienne. Cette loi offre une définition formelle de l'ESS, établit ses principes directeurs, tels que la participation démocratique et la solidarité, et détaille les mécanismes de coordination entre l'État et les différents acteurs.

Ainsi, le Cap vert dispose aujourd'hui d'un cadre juridique mais également constitutionnel favorisant le développement des organisations et activités de l'ESS. En effet, la Constitution capverdienne garantit un environnement favorable, assurant la liberté d'association et d'organisation de la société civile, tout en soulignant l'importance de cette dernière dans l'accompagnement de la mission publique de l'Etat[7].

A ce cadre juridico-légal s'ajoute un soutien politique, encore embryonnaire mais croissant de l'État, qui joue un double rôle de promoteur et d'appui actif à l'ESS. En tant que promoteur, la Constitution dispose que l'État doit intervenir pour encourager et créer un cadre favorable à l'ESS et à son développement. Ce dernier agit ainsi par la mise en place d'accords multilatéraux et d'un cadre légal propice[8].

En tant qu'appui, l'État agit comme un catalyseur d'incitations, en encourageant le développement d'activités dans le secteur. À cet égard, les gouvernements successifs (notamment la législature 2016-2020) ont instauré plusieurs mesures et programmes incitatifs, comprenant des avantages fiscaux, des subventions directes et des mécanismes de soutien technique adaptés aux besoins spécifiques des organisations de l'ESS. A titre d'exemple, en 2018, le gouvernement a signé un

[5] *NGO Platform: Diagnostic Study-2015, Praia, p.13*

[6] *Lei n.º 122/VIII/2016 de economia social do Cabo Verde*

[7] *Constituição da República de Cabo Verde, aprovada em 1980, revista em 1992, Artigo 51*

[8] *SANTOS Jacinto: Social and Solidary Economy in Cabo Verde: Genesis, entities, timeliness and perspective.Bookstore Pedro Cardoso.Praia.2017, p.21*

partenariat d'une valeur de 18 000 000 ECV (163 243,09 EUR) avec 20 associations œuvrant pour les personnes ayant des besoins spéciaux, visant à soutenir l'inclusion sociale et professionnelle[9].

b) Etat des lieux des structures de l'ESS au Cap Vert

Aujourd'hui, ce sont plus de 700 organisations d'économie sociale et solidaire qui sont réparties sur tout le territoire national[10]. Rien que pour la capitale, Praia, 111 organisations d'ESS sont recensées dont 41,1 % sont des CDA et 58,9 % des ONG, mutuelles, coopératives, fondations et associations professionnelles[11][12][13]. Leurs domaines d'intervention couvrent une multitude de problématiques avec cependant un focus particulier sur le développement socio-communautaire[14]. En plus d'un cadre institutionnel et juridique, le Cap Vert est un leader de l'ESS en Afrique de par son écosystème dense en matière de collaboration sociale et solidaire.

En effet, le Cap Vert à mis en place des structures de promotion et de support pour les organisations de l'ESS. Au niveau de la collaboration internationale, une plateforme DEL, coordonnée par l'Association Nationale des Municipalités du Cap-Vert et le PNUD et financée par le Luxembourg, rassemble les municipalités des îles de Santiago, Fogo et Santo Antão, dans le but de renforcer la coopération locale pour atteindre les ODD[15]. Aussi, le Cap Vert est membre du RAESS : Le Réseau Africain de l'Économie Sociale et Solidaire, organisation associative à but non lucratif, née en 2010 sous l'initiative de 25 organisations de la société civile de pays du continent Africain. Il réunit en son sein 22 Réseaux-pays agissant dans le domaine du développement durable inclusif et soutenant les réseaux d'ESS[16].

Au niveau national, un accord-cadre avec la plateforme des organisations de la société civile soutient des initiatives telles que la transition de l'économie informelle vers une économie formelle, le renforcement des capacités des organisations ESS, et l'intégration de l'ESS dans le développement économique local tout en localisant les ODD. Pour l'instant, les conseils municipaux travaillent en partenariat avec les organisations de l'ESS sur leur territoire mais il n'existe pas de département municipal dédié spécifiquement à l'ESS, ni de budget alloué pour ces dernières, il est donc difficile d'évaluer l'étendu de ce soutien dans chaque localité. Néanmoins un exemple serait la ville de Praia, qui a récemment signé un

[9] *The reality and perspectives of the social and solidarity economy in the city of Praia, Diagnostic Study GSEF and CITI-Habitat, Praia 2018 – Republic of Cabo Verde*

[10] *RTES, Le RTES présent au séminaire sur les politiques de développement de l'ESS au Cap vert. 2019.*

[11] *The reality and perspectives of the social and solidarity economy in the city of Praia, Diagnostic Study GSEF and CITI-Habitat, Praia 2018 – Republic of Cabo Verde*

[12] *Document 4 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)*

[13] *Annexe, Document 5 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)*

[14] *Annexe, Document 8 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)*

[15] *IIe Sommet international des dirigeants locaux - Forum Mondial sur les droits de l'homme", disponible sur pnud.org*

[16] *Réseau Africain de l'Économie Sociale et Solidaire (RAESS), "Présentation du RAESS", disponible sur socioeco.org*

accord avec celle de Dakar, au Sénégal, visant notamment à encourager les politiques d'ESS[17]. Aussi, un partenariat entre l'État, les organisations de l'ESS et les cinq plus grandes banques commerciales du pays a permis de mettre en place un fonds de 100 millions d'escudos capverdiens (environ 907 000 euros)[18]. Ce fonds favorise l'inclusion financière en élargissant l'accès aux produits de microfinance, avec une attention particulière pour les femmes et les jeunes. Enfin, des Ministères comme ceux de l'Agriculture et de l'Environnement et de la Famille et de l'Inclusion Sociale, propose des programmes de soutien à l'ESS (à travers la Direction Générale de l'Agriculture, des Forêts et de l'Élevage (DGASP), qui favorise la pérennisation de coopérative agricole, ou par le financement annuellement des projets d'ONG soutenant les populations vulnérables)[19].

En dehors des institutions publiques, il existe également une plateforme des ONG depuis 1996. Elle sert d'espace de coordination et communication permanent pour les ONG, assurant leur promotion et la reconnaissance de leur contribution à une société plus équitable. Enfin, l'Etat et les collectivités mettent en place des aides financières et matérielles, pour les organisations ayant le statut d'utilité publique [20][21][22].

Néanmoins, bien que des cadres juridiques et des initiatives infra et supra nationale existent, la majorité des organisations d'ESS n'ont pas bénéficié des incentives étatiques, reflétant des lacunes importantes dans l'accès aux ressources et une prise en charge insuffisante par les politiques publiques. Aujourd'hui, encore 86 % des ressources humaines sont bénévoles et seulement 62 % des organisations ont un système comptable[23].

II. L'ESS appliquée aux enjeux du Cap Vert: impact et perspectives

a) L'ESS : outil clé du développement du Cap Vert

Booster la croissance grâce à des atouts locaux.

---

[17] *AIMF, Coopération décentralisée entre Dakar et Praia, consulté le 19 décembre 2024*

[18] *Coopération : La mairie de Dakar et celle de Praia signent un accord de partenariat", Senego, 17 avril 2023, disponible sur senego.com*

[19] *The reality and perspectives of the social and solidarity economy in the city of Praia, Diagnostic Study GSEF and CITI-Habitat, Praia 2018 – Republic of Cabo Verde*

[20] *Annexe, Document 7 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)*

[21] *Annexe, Document 3 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)*

[22] *Annexe, Document 2 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)*

[23] *Annexe, Document 9 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)*

Selon une note de conjoncture de 2024[24], 76% du PIB de l'île repose sur le secteur tertiaire, fortement soutenu par le tourisme, ce qui implique une vulnérabilité importante vis-à-vis de la conjoncture économique (voir document 1 en annexe sur les fluctuations de la croissance), puisque les secteurs primaires et secondaires ne constituent que 5% et 19%. La mise en place de mesures d'ESS vise donc à renforcer la souveraineté économique du pays et promouvoir des pratiques économiques plus vertueuses.

A l'initiative de la coopérative PARES (Producteurs associés en réseau d'économie solidaire), le Cap Vert s'est doté d'un plan de mise en relation des producteurs et des acheteurs de l'île afin de revaloriser la production alimentaire locale, en assurant un revenu digne pour les petits producteurs, une alimentation plus saine et sourcée et une gestion sur circuit court des déchets[25]. Le pays cherche à renforcer sa souveraineté alimentaire en développant une production locale, afin de renforcer son autonomie vis-à-vis des échanges extérieurs, mais aussi dans l'ambition de réduire la production de déchets et les dégâts écologiques liés au transport des marchandises. Dans l'optique de valoriser les savoirs-faires locaux, le plan PEDS 2017-2021[26] a mis en avant la nécessaire promotion de l'entreprenariat et d'un emploi plus digne, afin de faire de booster la croissance de l'île tout en permettant de meilleures conditions de formation et de travail pour tous (notamment les jeunes, dont le taux de chômage est passé de 42,9% en 2016 à 21,5% en 2021 selon le PEDS).

Atteindre les OMD : améliorer les conditions de vie.

D'après un rapport de la Banque Africaine de Développement et du Fonds Africain de Développement datant de 2012[27], le Cap Vert a atteint 4 des 8 Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)[28], en misant sur une politique sociale d'amélioration des conditions de vie et de réduction des inégalités. Selon l'Indice de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Cap Vert se positionne au cinquième rang des pays d'Afrique subsaharienne, avec un taux de pauvreté passé de 49% en 1988-1989 à 28,2% en 2021. Le pays a aussi renforcé son corpus législatif en intégrant des mesures élargissant la couverture de la Sécurité Sociale, à commencer avec la création du Centre National des pensions sociales (CNPS) en 2006, puis à partir de 2007 en universalisant la protection à plus de 90% des personnes âgées (en cumulant les régimes contributif et non contributif). Du côté de l'éducation, l'île a établi un partenariat avec l'UNESCO afin d'obtenir un soutien technique et des aides financières pour élargir l'accès à l'éducation et améliorer la formation des enseignants.

b) Quel avenir pour l'ESS au Cap Vert ?

[24] *Direction Générale du Trésor, Cap Vert: note de conjoncture. Août 2024.*

[25] *Fiche innovation du CFSI: L'OFFRE DE PRODUITS LOCAUX DE QUALITÉ SE DIVERSIFIE.*

[26] *PEDS Plano Estratégico de Desenvolvimento Sustentável 2017/2021*

[27] *Cap Vert, un modèle de réussite. Rapport de Novembre 2012*

[28] *Tableau 1: Progrès accomplis vers la réalisation des OMD (en annexe)*

Différentes recommandations sont ressorties d'un séminaire sur la sensibilisation aux politiques de l'ESS s'étant tenu en mars 2019 au Cap Vert[29]. Ce séminaire a permis de déterminer différents problèmes qui freinent la portée de l'ESS dont : un déficit dans la réglementation, la mise en oeuvre et le contrôle des lois, l'absence d'un espace de dialogue entre les différents acteurs de l'ESS, un paternalisme encore relativement exacerbé ainsi que l'absence de plans comptables du secteur.

Compte tenu des difficultés observées, les participants au séminaire ont élaboré différentes recommandations pour y remédier. On retrouve tout d'abord l'exigence de créer une entité dotée d'une autonomie administrative, financière et patrimoniale, qui doit promouvoir l'ESS et permettre le dialogue entre ses différents acteurs. De plus, la création d'un programme d'information et de sensibilisation sur le rôle et l'importance de l'ESS dans le développement au Cap Vert à l'intention des différents acteurs de l'ESS semble essentielle. Enfin, il s'agit d'encourager la recherche dans les universités du Cap Vert en créant des pôles de recherche dédiés.

Du point de vue législatif, il faut permettre la mise en application des lois déjà existantes au travers d'un mécanisme de suivi et de contrôle des actions de l'ESS. Ils recommandent également d'encourager les OESS à être structurées en 2ème et 3ème année afin de favoriser leur insertion au sein d'un réseau.

Enfin, pour améliorer la représentativité de l'ESS au niveau gouvernemental, il est nécessaire de créer un budget d'Etat sensible à l'ESS et de définir un système de financement public pour les OESS, de créer un réseau parlementaire ESS et de mettre en place un conseil économique et social de l'ESS.

Toutes ces recommandations permettent en définitive la formalisation des OESS et accroissent donc leur portée.

Avec ces recommandations à l'esprit, une initiative d'ESS innovante récente participe à remplir ces objectifs. Le 8 mars 2023 est lancé le programme Form@mpresa[30] avec la collaboration du Cap Vert, de l'Organisation Internationale du Travail et du Duché de Luxembourg. Ce programme adopte une approche holistique en employant des réformes économiques et des mesures incitatives comme l'accès à la protection sociale, à des conditions de travail qui respectent l'individu et qui favorisent l'égalité de genre et d'opportunités. L'objectif est d'accélérer la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle en formalisant les entreprises et les travailleurs (ODD 1 et 8). Concrètement, il s'agit de promouvoir le dialogue nécessaire pour construire un consensus sur la conception et la mise en œuvre de politiques publiques pour augmenter l'investissement dans les entreprises durables, stimuler la croissance économique, créer plus d'emplois formels et réduire la pauvreté. Les retombées concrètes de ce projet seront mesurées par un rapport de l'OIT qui est en cours d'élaboration.

Pour conclure, l'avenir de l'ESS au Cap Vert est donc bien assuré, et on peut s'attendre à une formalisation, une réglementation et une institutionnalisation toujours plus importantes à l'avenir.

---

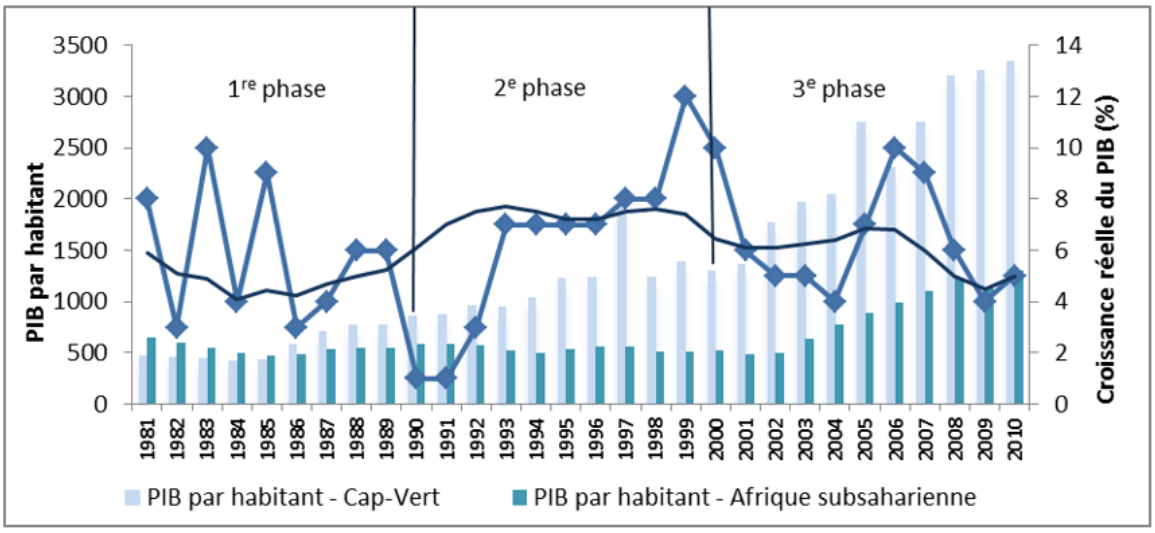
[29] *RTES, Le RTES présent au séminaire sur les politiques de développement de l'ESS au Cap vert. 2019.*

[30] *Rapport de l'OIT, Les organisations d'employeurs du Cap Vert s'engagent, avec le soutien de l'OIT, dans le processus d'évaluation de l'environnement favorable aux entreprises durables, 24 mai 2024.*

Annexe

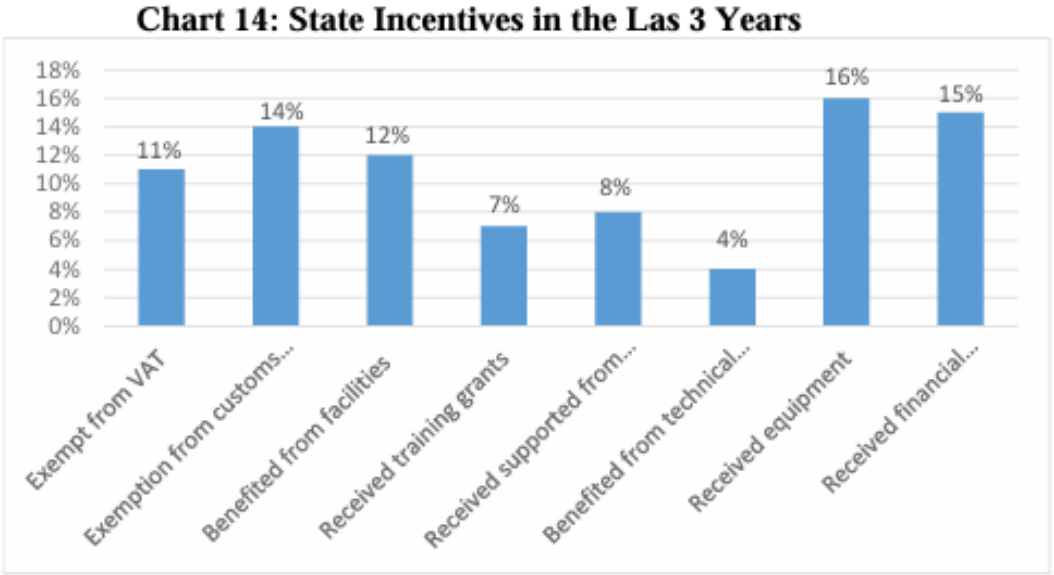
Document 1 (issu du rapport de la Banque Africaine de Développement et du Fonds Africain de Développement).

Figure 1 : Évolution du PIB par habitant et croissance du PIB en termes réels au Cap-Vert de 1982 à 2010 (USD/PPA à prix courants)



Source : Base de données du Département de la statistique de la BAD, 2012

Document 2 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)



Source: CITI-Habitat: Survey of SSE Praia Organizations – 2

Document 3 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)

Table I: Resource allocation – 2016

Nº	Sectors / Areas of Intervention	Applied Value ECV
01	Support for children at risk	800.000$00
02	Pre-school education	7.445.000$00
03	Sports / activities	3.970.000$00
04	Culture and popular festivals	46.200.000$00
05	Associations and youth participation	5.800.000$00
06	Diverse social support	2.500.000$00
07	Social community equipments	84.698.396$00
08	Micro-credit PRACIMP	0$00 *
Total……		**151.413.396$00**

Source: Management Account of the Municipality of Praia-2016

Document 4 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)

Table II: Surveyed and inventoried organizations

Denomination of the Organizations	Name of SSE Organizations in Praia	
NGO´s	Cruz Vermelha de Cabo Verde	**7**
	Associação de Apoio ás Iniciativas de Auto Promoção "SOLMI"	
	Organização das Mulheres de Cabo Verde "OM-CV"	
	Associação para a Defesa do Ambiente e Desenvolvimento "ADAD"	
	Centro de Inovação em Tecnologias de Intervenção Para o Habitat "CITI-HABITAT"	
	Associação Cabo-verdiana para a Proteção da Família "VERDEFAM"	
	Associação Cabo-verdiana de Auto-Promoção da Mulher "MORABI"	
CDA's	Associação Comunitária de São Paulo	**30**
	Associação Amiga do Desenvolvimento Integrado da Comunidade de Eugénio Lima Traz	
	Associação de Desenvolvimento Comunitária Palmarejo Baixo, Casa Latada e Fonton	
	Associação Comunitária Para Desenvolvimento do Brasil	
	Associação Comunitária para Desenvolvimento de Lém Cachorro	
	Associação Kelém em Desenvolvimento	
	Associação Comunitária para o Desenvovimento de Latada e São Pedro	
	Associação Comunitária de Achadinha Pires	
	Associação Comunitária Para Desenvolvimento de Pensamento	
	Associação Para o Desenvolvimento de Eugénio Lima Frente	
	Associação Comunitária Para o Desenvolvimento de Castelão	
	Associação Comunitária Para o Desenvolvimento Yesão Ribeiro	
	Associação Para o Desenvolvimento Terra Branca Expansão	
	Associação de Desenvolvimento de Achadinha "RENASCER"	
	Associação Comunitária Para Desenvolvimento de Palmarejo Grande	

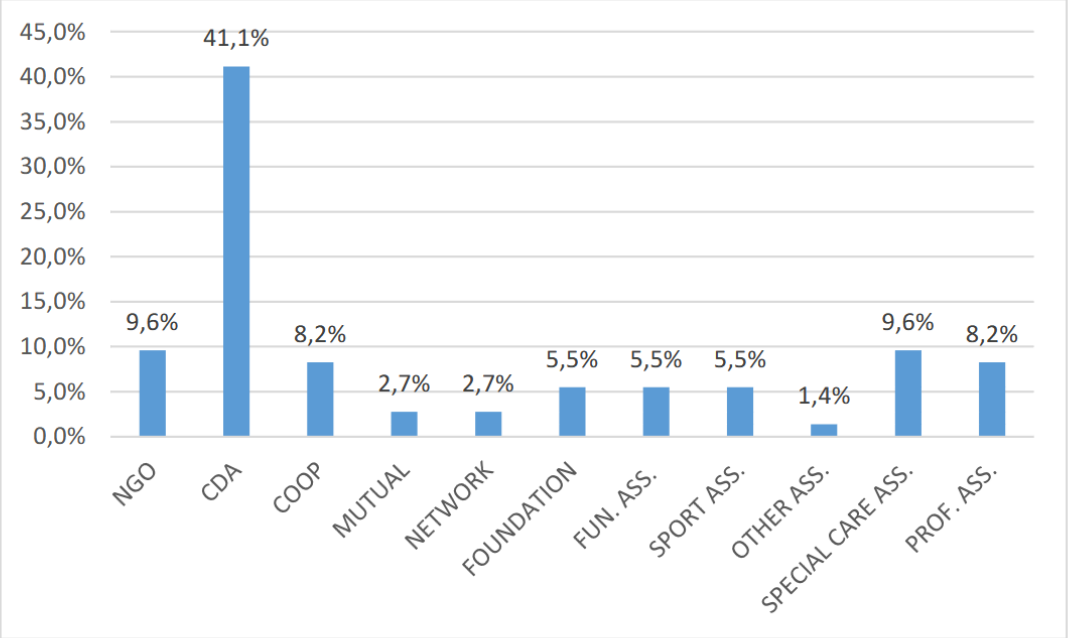
	Associação Comunitária de Achada Mato	
	Associação Coalizão Comuniária Antidrogas de Achada São Filipe	
	Associação Comunitária Antidrogas de Ponta d'Água	
	Associação dos Amigos de Achada São Filipe	
	Associação Caboverdiana de Meio Achada Santo António	
	Associação Pilorinho	
	Associação das Mulheres Unidas	
	Associação Comunitária Para Desenvolvimento Integral de Ponta d'Água	
	Associação Amigos de Tira Chapéu	
	Associação Comunitária de Fontom	
	Associação Abraços	
	Gurpo Social Desportivo Criativo ALL TOGETHER	
	Associação Juvenil Progredir Safende	
	Jovens Unidos Zona Quatro	
	Associação Juvenil Black Panthers	
COOPERATIVES	Ferderação Nacional das Cooperativas de Consumo	**6**
	Cooperativa de Produção e Consumo Adalgiza Moniz	
	Cooperativa Para Promoção da Inclusão Financeira	
	Cooperativa de Estudos, Investigação Social e Consultoria	
	Centro de Formação e Superação Académica e Profissional de Achada São Filipe	
	COOP ASDIS Microfinanças	
MUTUALITIES	Grupo de Totocaixa Ponta d´ Água	**2**
	Associação Mutualista de Saúde, Proteção social	
NETWORKS	Rede das Associações RED`ANIMAR	**2**
	Rede Laço Branço de Cabo Verde	
FOUNDATIONS	Fundação Donana	**4**
	Fundação Escola de Preparação Integral de Futubol	
	Fundação Infância Feliz	
	Fundação Jorge Barreto Ribeiro	
FUNERAL ASOCIATIONS	Associação Funerária de Professores da Praia	**4**
	Associação Funerária 20 Janeiro Ponta d´ Água	
	Associação Funerária 13 de Novembro	
	Associação Funarária 13 de Junho Lém Cachorro	
SPORTS ASSOCIATIONS	Associação Cultural e Desportiva Maracana	**4**
	Associação Regional de Futebol de Santiago Sul	
	Associação Desportiva Veteranos do Brasil	
	Federação Cabo-verdiana de Futebol	
OTHER ASSOCIATIONS	Associação dos Amigos Para Proteção dos Animais	**1**
SPECIAL CARE / INCLUSION ASSOCIATIONS	Associação Caboverdiana de Deficiente	**7**
	Associação de Crianças desfavorecidas	
	Associação das Famílias e dos Amigos de Crianças com Paralesia Celebral	
	Associação de Pais e Amigos de Crianças com Necessidades Especiais	
	Associação Caboverdiana de Promoção e Inclusão de Mulheres com Deficiência	
	Associação dos Deficientes Visuais de Cabo Verde	
	Associação de Promoção da Saúde Mental "Aponte"	

PROFESSIONALS ASSOCIATIONS	Associação de Pesca Cesário Moniz	**6**
	Associaçõ Pescadores e Peixeiras Achada Grande Frente	
	Rede de Jornalistas Para a População Ambiente e Desenvolvimento	
	Associação Profissional "NÓS SAÚDE"	
	Associação de Produtores de Ribeira de São Filipe	
	Associação dos Gestores, Empresários e Profissionais Católicos de Cabo Verde	
TOTAL.....		**73**

Source: Diagnostic Study and Guide of the NGOs of Cabo Verde: Platform, Praia, 2015

Document 5 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)

Chart 1: Distribution of SSE organizations by typologies



Source: CITI-Habitat: Survey of SSE Praia Organizations - 2018

Document 6: (issu du rapport de la Banque Africaine de Développement et du Fonds Africain de Développement).

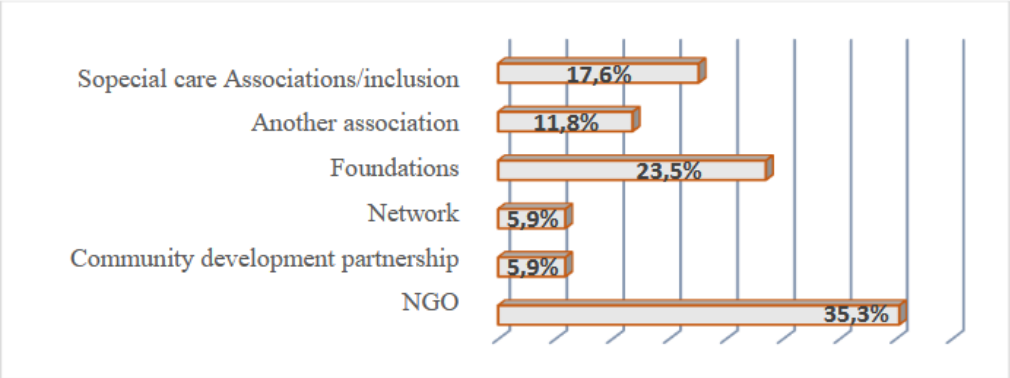
Tableau 1 : Progrès accomplis vers la réalisation des OMD

Indicateurs	1990	1995	2000		2010
Objectif 1 : Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la malnutrition					
Ratio emploi/population, plus de 15 ans, total (%)	57	57	56	55	61
Ration emploi/population, 15-24 ans, total (%)	57	54	47		52
PIB par personne employee (PPA 1990 en USD constant)	..	..	..	..	..
Part du revenu des 20 % les plus pauvres	..	..	4	..	..
Prevalence de la malnutrition, de l'insuffisance ponderale (% d'enfants de moins de 5 ans)	..	..	..		..
Ecart de pauvrete a 1,25 USD par jour (PPA) (%)	..	..	6		..
Ratio de la population pauvre disposant de 1,25 USD par jour (PPA) (% de la population)	..	..	21	..	..
Emplois precaires, total (% de l'ensemble des emplois)	..	..	40	..	..
Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous					
Taux d'alphabetisation, jeunes filles (% de femmes, 15-24 ans)	..	..	..	98	
Taux d'alphabetisation, jeunes garçons (% d hommes 15-24 ans)	..	..	..	98	
Perseverance jusqu'a la derniere annee de scolarite au primaire, total (% d'eleves de la generation)	..	..	90	89	
Taux d achevement du cycle primaire, total (% du groupe d age concerne)	54	67	105	82	99
Total inscriptions au primaire (% net)	95	95	99	92	95
Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes					
Proportion de sieges occupes par les femmes au parlement (%)	12	11	11	11	18
Ratio d'inscription filles/garçons dans le cycle d'etudes primaires (%)	94	96	97	95	92
Ratio d'inscription filles/garçons dans le cycle d'etudes secondaires (%)	98	91	104	109	120
Ratio d inscription filles/garçons dans le cycle d etudes tertiaires (%)	..	..	98	102	129
Pourcentage de femmes employees dans le secteur non agricole (% du nombre total d'emplois non agricoles)	..	..	38,9	..	..
Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile					
Vaccination contre la rougeole (% d'enfant de 12-23 mois)	79	85	78	92	96
Taux de mortalite infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	49	40	33	27	29
Taux de mortalite des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	63	51	41	33	36
Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle					
Taux de fecondite chez les adolescentes (naissances pour 1 000 femmes de 15-19 ans)	..	..	105	98	74
Accouchements assistes par un personnel de sante qualifie (% du total)	..	54	89	78	..
Femmes utilisant des methodes contraceptives (% de femmes de 15-49 ans)	..	..	53	61	..
Taux de mortalite maternelle (estimation modelisee, pour 100 000 naissances vivantes)	230	200	170	120	79
Femmes enceintes faisant l'objet d'un suivi prenatal (%)	..	..	99	98	..
Besoins contraceptifs non satisfaits (% de femmes mariees, 15-49 ans)	..	..	..	..	..
Objectif 6 : Lutter contre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies					
Enfants fiévreux bénéficiant d'un traitement antipaludéen (% d'enfants fiévreux de moins de 5 ans)	..	..	..	..	..
Utilisation de preservatifs chez les 15-24 ans, femmes (% de femmes de 15-24 ans)	..	..	..	..	..
Utilisation de preservatifs chez les 15-24 ans, hommes (% d'hommes de 15-24 ans)	..	..	..	..	..
Incidence de la tuberculose (pour 100 000 personnes)	180	170	160	150	147
Prevalence du VIH, femmes (% des 15-24 ans)	..	..	..	..	..
Prevalence du VIH, hommes (% des 15-24 ans)	..	..	..	..	..
Prevalence du VIH, total (% des 15-49 ans)	..	..	..	..	..
Cas de tuberculose detectes (sous toutes les formes)	36	45	41	40	49
Objectif 7 : Assurer un environnement durable					
Emissions de CO_2 (kg par PPA en USD du PIB)	0	0	0	0	..
Emissions de CO_2 (tonnes par habitant)	0	0	0	1	1
Couvert forestier (% de la superficie)	14,3	17,3	20,4	20,7	21,0
Installations d'assainissement ameliorees (% de la population ayant acces)	..	40	45	52	61
Source d'eau amelioree (% de la population ayant acces)	..	82	83	84	888
Zones maritimes protegees (% de la superficie totale)	..	..	..	..	0
Zones terrestres protegees (% de la superficie totale)	..	..	..	..	2
Objectif 8 : Créer un partenariat mondial pour le développement					
APD nette perçue par habitant (USD courant)	297	291	213	340	661
Service de la dette (PPG et FMI seulement, % des exportations, hors envois de fonds)	9	10	10	9	5
Utilisateurs d'internet (nombre pour 100 personnes)	0,0	0,2	1,8	6,1	30
Abonnements de telephonie mobile (nombre pour 100 personnes)	0	0	4	17	75
Lignes telephoniques (nombre pour 100 personnes)	2	5	12	15	15

Source : Département de la statistique de la BAD, 2012 ; Banque mondiale, base de données mondiales (OMD), 2012.

Document 7 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)

Chart 3: Organizations with public utility status



Source: CITI-Habitat: Survey of SSE Praia Organizations – 2018

Document 8 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)

Chart IV: Intervention areas by sectors in %

Sector de Intervenção	Tipo										
	NGO	CDA	COOP.	MUTU	NET.	FOUND.	FUN. ASS.	SPORTS ASS.	OTHER ASS.	SPEC. CARE / INCL. ASS..	PROFESS. ASS.
Environment	13,8%	4,5%	0,0%	0%	12,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	13,3%
Agriculture and Livestock	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	6,7%
Culture, sports and leisure	0,0%	**25,0%**	0,0%	0,0%	0,0%	8,3%	0,0%	**66,7%**	0,0%	0,0%	0,0%
Micro-Finances	10,3%	0,0%	20,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Education	10,3%	11,4%	20,0%	0,0%	12,5%	0,0%	0,0%	**33,3%**	0,0%	14,3%	13,3%
Children, adolescent and youth at risk	0,0%	4,5%	0,0%	0,0%	12,5%	25%	0,0%	0,0%	0,0%	4,8%	6,7%
Gender and VBG	3,4%	2,3%	0,0%	0,0%	12,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	4,8%	6,7%
Human Rights	10,3%	0,0%	0,0%	0,0%	12,5%	**25%**	0,0%	0,0%	0,0%	**23,8%**	0,0%
Family and the Communities	**17,2%**	**31,8%**	0,0%	0,0%	**25%**	**25%**	0,0%	0,0%	0,0%	**23,8%**	**26,7%**
Health	6,9%	11,4%	0,0%	**50,0%**	12,5%	0,0%	0,0%	0,0%	**100%**	**28,6%**	13,3%
Funerary	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	**66,7%**	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Social Protection	0,0%	0,0%	0,0%	**50,0%**	0,0%	16,7%	**33,3%**	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Trade	0,0%	0,0%	**30,0%**	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	13,43%
Strengthening local skills	**20,7%**	9,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Reasearch and Investigation	3,4%	0,0%	**30,0%**	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Totocaixa (Savings Group)	3,4%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Total	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**	**100%**	**100,0%**	**100,0%**	**100,0%**

Source: CITI-Habitat: Survey of SSE Praia Organizations – 2018

Document 9 (issu de l'étude diagnostique du GSEF et CITI-Habitat, 2018 – République du Cap-Vert)

Table VI: List of human resources declaration according to labor contracts

Type of Labor Contracts	Number	%
Permanent (effetive)	279	12%
Part-time	45	2%
volunteers	2056	86%
Total	**2380**	**100%**

Source: CITI-Habitat: Survey of SSE Praia Organizations – 2018